ALORS QUE LA SITUATION ÉCONOMIQUE EMPIRE

Le budget 2017 menace le tissu social tunisien

Vendredi, les tribunaux n'ont pu fonctionner normalement. Et pour cause. Les avocats, mécontents du contenu du projet du budget de l'Etat 2017, ont observé une grève d'une journée, souhaitant, par là, faire revenir le gouvernement sur sa décision d'imposer une nouvelle taxe (sous forme de timbres fiscaux) aux avocats et aux médecins de libre pratique pour renflouer les caisses de l'Etat. Le chef du gouvernement réussira-t-il là où ses prédécesseurs (en particulier Hédi Nouira, des années 1970) avaient échoué et amènera-t-il les travailleurs des fonctions libérales à plier ?

De Tunis, Kattou Mohamed

Dès l'annonce de ce projet de budget, déposé la semaine dernière au Parlement, de nombreuses voix se sont élevées, en particulier celle de la puissante centrale syndicale. Le rejet est presque général puisque les mesures prises par le nouveau gouvernement de Youssef Chahed – si elles sont destinées à ramasser le maximum d'impôts — sont venues pénaliser les couches défavorisées que constituent les salariés. D'où le courroux de la centrale syndicale. Celle-ci a exprimé clairement son rejet des décisions du gouvernement qui entend suspendre les augmentations salariales de l'année 2017 tout en imposant certaines retenues au détriment des salariés.

Il n'en fallait pas plus pour que le secrétaire général de l'Union des travailleurs, Houcine Abassi, monte au créneau et affiche aussi bien son mécontentement que sa détermination à défendre les intérêts des salariés appelés à la rescousse chaque fois que les caisses de l'Etat sont vides.

Simultanément, Abbassi invite le gouvernement à faire preuve de fermeté pour lutter contre la fraude fiscale dont les auteurs, (les riches et les hommes d'affaires) ne sont nullement dérangés. Aussi, multiplie-t-il les déclarations fracassantes au point d'amener le chef du gouvernement à reconsidérer ses positions en annonçant que la porte du dialogue reste ouverte.

Dans ses interventions, Abassi trouve soutien auprès de nombreuses associations et partis politiques, en particulier ceux de la gauche. Ceux-ci ne sont pas prêts à se taire et poursuivront leur lutte contre ce projet de budget lors de son examen par les députés. Passera, passera pas ? Telle est la question qui taraude l'esprit des Tunisiens. D'autant plus que s'il est adopté dans sa mouture actuelle, ce projet de budget fera disparaître la couche moyenne de la société dont la situation ne fait que se détériorer depuis la fameuse «révolution» de janvier 2011.

En attendant, tout le monde retient son souffle. Jusque-là, le gouvernement, dont le chef a déclaré s'engager sérieusement dans la lutte contre la fuite fiscale et la corruption, ne donne pas des signes d'apaisement. En face, la centrale syndicale n'a de cesse de lui rappeler cet engagement et qu'il lui revenait de courir après les hommes d'affaires «insoumis» pour renflouer les caisses de l'Etat tout en ménageant les couches moyennes et déshérités, déjà largement affectées.

Le mois de janvier étant celui de tous les grands évènements en Tunisie, on l'attend avec appréhension pour voir comment évoluera une situation politique et économique fort préoccupante. Sera-t-il le mois au cours duquel de nouveaux évènements viendront ternir davantage l'image de la Tunisie ?

K. M.

LE PARLEMENT EUROPÉEN ORDONNE AU MAROC DE NE PLUS MANIPULER LA GÉOGRAPHIE DU SAHARA OCCIDENTAL À BRUXELLES

La carte et le territoire

Espace Yehudi Menuhim, Parlement européen (PE), Bruxelles, les huissiers, en nombre, arrivent à peine à contenir la colère des eurodéputés contre la manipulation géographique de Giles Pargneaux et Victor Pastinaru, lobbyistes, opportunistes et repus à la solde de Rabat.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Ce qui devait être une simple présentation d'une expérience marocaine en énergie renouvelable, s'est transformé en véritable incident politico-diplomatique.

Les eurodéputés, Mohamed Sidati, plusieurs représentants d'ONG, alertés, rapidement débarquent. Ceux qui ont des badges d'accès attendent, de pied ferme, la réponse du président de la Chambre basse de l'UE. Dehors, les associations s'impatientent.

La réponse du Parlement européen tombe sous forme d'un communiqué cinglant. «Le Parlement européen n'assume aucune responsabilité quant au contenu et informations figurant dans cette exposition.» Les eurodéputés emmenés par une jeune et fougueuse Espagnole exigent davantage et obtiennent, rapidement, gain de cause. La partie Sahara occidental est «masquée» par un auto-collant — de marque prestigieuse — et, de ce fait, la carte géographique proposée par les Marocains devient indigeste, ridicule. Finalement, c'est le drapeau marocain qui couvre l'ensemble de l'œuvre géographique et plus, dès lors, de trace des territoires sahraouis sur la carte. Première et grande victoire de Mohamed Sidati, ministre représentant de la RASD et du Polisario en Europe. Les europarlementaires obtiennent, encore, que Martin Shulz, président de la prestigieuse Chambre du Vieux Continent, déclare recevable la pétition que l'intergroupes «Paix pour le peuple sahraoui» a décidé de lui transmettre.

L'intergroupes est une instance européenne composée d'eurodéputés de la majorité des coalitions (conservateurs, gauches de gouvernement et gauches plus radicales, Verts, libéraux, communistes et apparentés).

Tous indiquent, en substance, que Fédérica Mogherini, commissaire européenne chargée des relations extérieures, avait, en août dernier, affirmé, sans ambages, que l'Union européenne ne reconnaissait aucune paternité marocaine sur le Sahara occidental. F. Mogherini, précisant que l'UE se rangeait totalement sur le consensus onusien concernant le dossier (autodétermination des populations sahraouies, référendum, parties au conflit identifiées, Polisario et Maroc...).

Pour rappel, l'ONU considère le Sahara occidental comme des territoires non-identifiés, relevant de la doctrine des Nations-Unies en matière de décolonisation... La salle Yehudi Menuhim retrouve son calme, les europarlementaires partent et le Sahara occidental est déconnecté du Maroc dans l'exposition.

Pourtant, l'après-midi, le communiqué complet du Parlement européen rajoute une autre précision : «L'usage de cet espace (Yehudi Menuhim, Ndlr) a été alloué sans frais à l'un de ses députés, en accord avec les règles en usage.» Ce qui signifie que le président Martin Shulz isole Giles Pargneaux, partie demanderesse de la salle, et n'endosse pas son dépassement.

Pendant toute l'après-midi de ce jeudi 20 octobre, les huissiers et la garde parlementaire avaient l'œil sur l'expo. Aucun risque de nouveaux dérapages. Pargneaux rentre à la maison et Mohamed Sidati peut, désormais, quitter l'enceinte parlementaire. Le Maroc ne régnera pas sur le territoire sahraoui au Parlement européen, à Bruxelles.

A. M.

SYRIE

La Russie «très préoccupée» par le refus des terroristes de quitter Alep

La Russie est «très préoccupée» par le refus des terroristes du Front Al-Nosra (ex-branche syrienne d'Al-Qaïda) de quitter la ville syrienne d'Alep, où une trêve est en cours pour l'évacuation des civils et le retrait des combattants, a déclaré hier le chef de la diplomatie russe.

«Nous sommes très préoccupés par le fait que, malgré les gestes de bonne volonté de Moscou et de Damas visant à normaliser la situation à Alep, les combattants du Front Al-Nosra refusent de quitter la ville», a indiqué Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse, en référence au Front Fateh al-Cham, ex-Front al-Nosra et ancienne branche syrienne du réseau terroriste Al-Qaïda. M. Lavrov a de nouveau accusé ce groupe terroriste et ses partisans de «miner les efforts de l'ONU» pour organiser l'acheminement de l'aide humanitaire. Une trêve «humanitaire», décidée par la Russie et le gouvernement du Président Bachar al-Assad, est entrée en vigueur à Alep jeudi matin afin de permettre l'évacuation des civils et des blessés et le retrait des combattants.

Vendredi, au deuxième jour de cette «pause humanitaire», huit passages établis à ces fins restaient cependant déserts. Le chef de la diplomatie russe s'est par ailleurs dit «très préoccupé» par les frappes meurtrières turques menées jeudi contre des milices kurdes syriennes.

Il a dit espérer que les Etats-Unis qui mènent la coalition internationale opérant en Syrie, dont la Turquie fait partie, veillent à ce que les membres de cette coalition respectent ses objectifs officiels, notamment la lutte contre les groupes terroriste Daesh et le Front Al-Nosra.

IRAK

Acculé à Mossoul, Daesh fait diversion en attaquant Kirkouk

Des terroristes du groupe Daesh ont attaqué vendredi la ville irakienne de Kirkouk dans une apparente tentative de diversion au moment où les forces de sécurité continuent de progresser vers leur bastion de Mossoul.

Au cinquième jour d'une offensive des forces irakiennes et des combattants kurdes pour reprendre Mossoul, dernier grand bastion irakien de Daesh, le groupe terroriste a frappé en force et de façon coordonnée derrière la ligne de front, dans un secteur du nord de l'Irak sous contrôle kurde.

Au moins 22 personnes y ont été tuées dans des combats et des attentats suicides, qui ont commencé dans la nuit.

Kirkouk a ainsi été le théâtre de scènes de guérilla urbaine qui ont contraint les responsables locaux à décréter un couvre-feu total dans cette ville multiethnique où cohabitent plusieurs communautés religieuses et située à un peu plus de 150 km au sud-est de Mossoul dans une région pétrolière. Un correspondant de l'AFP a notamment indiqué avoir vu neuf terroristes, «vêtus à l'Afghane», portant grenades et fusils, dans une rue du quartier d'Adan. Des témoins ont entendu des explosions et des tirs toute la matinée alors que des télévisions locales ont montré des images d'affrontements dans plusieurs quartiers.

«Au moment de la prière du matin, j'ai vu des terroristes entrer dans la mosquée Al-Mohammadi», a indiqué à l'AFP Haidar Abdel Hussein, un enseignant qui vit dans le quartier de Tesaeen. Ils ont utilisé les haut-parleurs pour crier «Allah Akbar» et «Dawlat al-Islam baqiya», a-t-il ajouté. Le gouverneur de la province de Kirkouk, Najmeddin Karim, a dit à l'AFP qu'il soupçonnait que des cellules dormantes de Daesh à Kirkouk avaient été activées.

Les assaillants ne semblaient pas disposer de véhicules ou d'équipements lourds.

«Nous travaillons sans relâche pour éliminer ces cellules terroristes d'ici la fin de la journée», a indiqué à l'AFP le colonel Arkan Hamed, de la police provinciale. «Seule la présence de snipers nous empêchent d'en finir tout de suite».

Amaq, l'agence de propagande de Daesh, a de son côté affirmé que des terroristes «attaquaient Kirkouk à partir de tous les axes et contrôlaient presque la moitié de la ville» mais des témoins et des responsables ont indiqué que ces allégations étaient exagérées.

Dans un communiqué, Amaq a en outre revendiqué une série d'attentats suicides à Kirkouk et dans sa région. Selon des responsables, au moins cinq kamikazes ont visé dans la nuit plusieurs bâtiments gouvernementaux de Kirkouk, où au moins six policiers irakiens ont été tués. Le quartier général de la police a notamment été visé. Une centrale électrique en chantier située dans la province du même nom a également été attaquée et au moins 16 personnes y ont perdu la vie.

A l'aube, trois kamikazes ont fait irruption dans cette infrastructure à Dibis, à 40 km au nord-ouest de Kirkouk en allant vers Mossoul, et tué 12 employés irakiens et quatre techniciens iraniens, a indiqué à l'AFP le maire de la localité, Abdallah Noureddine al-Salehi. La police a confirmé ce bilan. C'est une société iranienne qui menait le chantier sur la centrale. Un porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a confirmé la mort de quatre de ses ressortissants, selon l'agence de presse officielle Irna.

D'après le maire de Dibis, l'attaque a donné lieu à des affrontements entre les forces de sécurité et les kamikazes, dont un a été tué avant de pouvoir se faire exploser.

Alors que Daesh se prépare à défendre Mossoul, la ville où son chef Abou Bakr al-Baghdadi a déclaré en 2014 un «califat» sur les territoires conquis en

Irak et en Syrie, il ne semble pas en mesure de lancer des contre-offensives terrestres d'envergure, comme il a pu le faire dans un passé récent.

«Mais ils vont de plus en plus avoir recours aux attaques terroristes et revenir à la tactique d'une organisation purement insurrectionnelle», prévient David Witty, un analyste et ancien officier dans les forces spéciales américaines. Au cinquième jour de la grande offensive pour reprendre Mossoul, opération qui implique des milliers de membres des forces de sécurité et qui dispose du soutien de la coalition internationale, les forces irakiennes continuaient de gagner du terrain.

La ville majoritairement chrétienne de Bartalla, où les forces de sécurité ont gagné du terrain, n'est qu'à une dizaine de km à l'est de Mossoul.

Les forces kurdes, qui contrôlent Kirkouk, jouent un rôle dans cette offensive. «Près de 10 000 peshmergas sont impliqués dans cette opération», a indiqué le commandement des combattants kurdes dans un communiqué.

Au sud, les forces irakiennes remontent par la vallée du Tigre, le grand fleuve qui arrose Mossoul, reprenant village après village sans rencontrer un grand nombre de civils en fuite.

Selon les Nations-unies, seulement 5 640 déplacées ont été comptabilisés durant les trois premiers jours de l'offensive sur Mossoul mais l'ONU s'attend à ce que «le nombre de personnes vulnérables tentant de se déplacer vers des zones sûres augmente à mesure que les combats se rapprochent des zones urbaines».

La communauté internationale s'inquiète notamment du sort des quelque 1,5 million de civils piégés à Mossoul, où entre 3 000 et 4 500 terroristes seraient retranchés et pourraient s'en servir comme boucliers humains.